

Vivre la commune



L'opposition au projet de loi « travaille ! » et son monde s'est diversifié avec l'effervescence des blocages et des grèves, mais *les places* demeurent des points nodaux du mouvement, des points de départ vers des débordements, des espaces de discussion collective où une critique émancipatrice se développe. Mais force est de constater que l'occupation actuelle des places est en partie devenue une alter-politique, risquant de s'y recroqueviller, avant d'y mourir *lentement* mais *sûrement* et finir par accoucher d'un parti d'alter-gouvernement du capitalisme. La tension entre deux horizons, celui de *communes* insurgées et celui de reproduction mimétique du parlementarisme – mais sous forme « autogérée » – est palpable.

*

Nuit Debout menace de devenir une autogestion *de la politique*, phase préalable (voyez Podemos) à une cogestion du *capitalisme*. Et d'ailleurs, elle s'y prépare, ou plutôt on l'y prépare – starlettes de l'altercapitalisme ambiant, économistes *aterrants* et autres citoyennistes voire confusionnistes – avec un florilège de discours sous-réformistes, de propositions alter-politiques et de programmes de *gouvernement...* du capitalisme. On y organise une commission « Constituante », pour éviter toute *destitution* émancipatrice de l'ordre existant et de sa *constitution sociale* étatico-capitaliste, au profit d'une n-ième République capitaliste de marque « sociale ». On y prône une reproduction du *même système d'État parlementaire*, mais saupoudré de tirage au sort, façon élégante d'auto-abdiquer l'auto-organisation de nos vies. On y discute frivolement de s'enchaîner *toute notre vie* au salariat, au travail-marchandise, au capitalisme, et autres mesures de gestion de la misère économique, laquelle est en même temps *misère existentielle*.

Ne soyons pas dupe : Nuit Debout, comme alter-politique, ne pourra en venir qu'à une reproduction de *la politique* comme envers de l'économie, qu'au *capitalisme*. Elle pourra

juste, au travers de ses simulacres de votes de mesures gouvernementales, au mieux perdre son temps plutôt que *d'agir collectivement* et de construire un imaginaire émancipé du capitalisme et de l'État, au pire se préparer à une co-gestion *de crise* du capitalisme *en crise*.

Une autre face de l'occupation des places est néanmoins celle d'être un point de départ vers des horizons post-capitalistes. C'est cet élan qu'il s'agit de pousser en avant, qu'il se transforme en lieu d'imagination collective d'un autre monde réellement autre, qu'il emmène d'autres révoltes, et qu'il permette une réappropriation d'une multiplicité de lieux et un blocage de l'économie. C'est cette place de la Commune *se débordant elle-même* que nous appelons de nos vœux, une occupation *au-delà d'elle-même, au-delà de son espace même*.

Place de la commune ?

La politique parlementaire, chassée par l'AG, revient par l'AG. Lorsque l'auto-organisation quotidienne d'une révolte se transforme en alter-parlementarisme, en votationnisme, en alter-politique séparée, c'est qu'elle est *en échec*. L'alter-parlementarisme, c'est reproduire l'espace *séparé* du Parlement, dans lequel sont votées collectivement des *propositions* de *gouvernement* du capitalisme. Le votationnisme, c'est tout voter de manière procédurière sans laisser d'espaces aux initiatives autonomes, spontanées ; mais surtout, voter des propositions électorales *en devenir*. L'alter-politique, c'est l'éternel retour d'une politique séparée, séparée de nos désirs érotiques de révolte, séparée des autres révoltes, séparée de notre vie quotidienne irrémédiablement soumise au capitalisme.

*

La politique, plutôt que d'être vécue comme mise en mouvement collective de nos puissances d'agir, s'éloigne dans une représentation, dans l'assemblée comme *spectacle*, comme simulacre auto-référentiel, de la vie collective. Elle se reconstitue ainsi sous forme d'un espace séparé, *en représentation théâtrale*, au détriment d'un agir révolté et de la construction d'imaginaires émancipés du capitalisme. Elle accepte qu'à côté d'un micro-espace de décision collective et d'auto-organisation existe un macro-espace d'impuissance collective et d'organisation hétéronome, qu'il s'agirait potentiellement *in fine* de conquérir électoralement.

Pas de décisions, pas de révolte, pas d'auto-organisation en dehors des places : voilà ce vers quoi nous mène l'alter-politique et son « paradis » *séparé*. Au lieu de détruire *la politique* en tant que sous-système capitaliste, on se contenterait ainsi de « jouer à *la démocratie* » dans un théâtre global demeuré *inchangé*.

L'alter-politique joue au parlementarisme autogéré, transformant tendanciellement nos envies en programme électoral, nos prises de parole en *votes*. La place de *la Commune* elle-même se reconfigure en fonction de cette optique alter-politique : elle devient un espace refermé sur lui-même. Dans de nombreuses villes, Nuit Debout n'est pas un point de départ des révoltes, mais un point d'arrivée, un état stationnaire, *le cadavre de nos insurrections*. La critique de l'assemblée n'en est pas pour autant un appel à un abandon des places ou une dissolution de toute assemblée. Pour que *la politique* cesse d'être une alter-politique séparée de nos vies,

l'assemblée doit cesser de se faire Assemblée. Qu'elle lie les subjectivités jusqu'ici fragmentées dans des luttes réformistes sectorielles, qu'elle mue celles-ci en révoltes auto-organisées agissant de concert contre ce monde, en *blocage généralisé de l'économie*.

*

L'assemblée réunit des individus séparés au quotidien, mais elle réunit ceux-ci *en tant que séparés*. L'AG, au détriment d'une construction collective, sert en partie d'exutoire aux frustrés de la parole venus régurgiter leurs opinions et leurs indignations personnelles. Les commissions démocratistes tournent au dialogue de sourds où chacun vient promouvoir son *prêt-à-penser* idéologique personnel, ou pire à une communion fusionnelle des victimes lobotomisées des vidéos confusionnistes ou altercapitalistes. Bref, un agrégat d'individus plutôt qu'une réunion de *communiers*, spectateurs séparés de leur propre spectacle.

Contre cette tendance, retrouvons-nous, créons des relations amicales *et politiques*. En assemblée, nos relations restent non-directes, médiatisées, avec l'Assemblée comme intermédiaire obligé. Se retrouver, c'est au contraire créer des relations immédiates, *amicales*, sans structure intermédiaire en-dehors de nous (travail, politique, spectacle...), mais « politiques » parce qu'auto-organisées, révoltées, dirigées vers une société émancipée.

*

Les assemblées et leurs places ne peuvent cependant se comprendre qu'en tant qu'elles font partie d'un espace plus large, celui des *villes*, des *métropoles*, ces matérialisations concentrées des exigences du capital. Le mouvement des places se heurte à un autre obstacle que celui des forces de répression déchaînées et des tendances alter-politiques : celui de son inscription urbaine *elle-même*.

La ville

La ville est organisée autant qu'elle organise. Comme nos vies, elle est divisée, éclatée en différentes zones spécifiques qui sont autant de temporalités : à chaque moment séparé, son lieu spécifique. La zone d'habitation, la zone commerçante, la zone industrielle, la zone de bureaux, la zone de loisirs. Chaque espace remplit une fonction exclusive qui doit répondre à l'un des temps de l'inexistence de l'individu contemporain : travailler, se loger, se nourrir, se distraire. La spécialisation des territoires n'est que la traduction spatiale de la division capitaliste du travail. À la complexité des micro-tâches sociales spécifiées correspond un ordre matériel, celui d'une ville organisée en fonctions, en espaces, dont l'unité du sens est démantelée, tout comme l'activité humaine devenue *travail* par sa spécificité et sa complexité. De la même manière que le mode de production capitaliste produit ses rapports sociaux spécifiques, il produit son espace et son temps. Il organise et rationalise l'espace pour le cercle fermé de la production-circulation-consommation. L'aménagement du territoire est une idéologie qui a pour vocation indicible l'éducation capitaliste de l'espace : « requalification urbaine », « attractivité » ou « spécificité territoriale », autant d'expressions qui nourrissent la

novlangue de l'aménagement urbain. L'inattaquable rhétorique de la mise en compétition généralisée des espaces et des lieux dans la folle course de la croissance !

Les différents espaces qui composent le milieu urbanisé sont toujours plus homogènes, de la rue commerçante du centre ville aux quartiers pavillonnaires et aux banlieues en passant par la zone de bureaux – dont l'architecture standardisée et les enseignes mondialisées ont fait du paysage un décor interchangeable –, reliés par un flux continu de biens, de marchandises, d'individus, de services et d'informations. La circulation n'est que l'organisation de l'isolement de chacun, les flux perpétuant *la séparation*. Cette organisation spatiale qui standardise le mode de vie de l'urbain impacte tout autant les zones « non-urbaines » : la ville n'est plus seulement cet espace géographiquement identifiable, cette zone spatialement circonscrite ; la ville est un concept, une façon de se voir, de se mouvoir, d'être mus et d'être tenus. La ville s'étend désormais au-delà de la ville, son *idéologie réalisée* soumet les lieux et les corps, ordonne tout ce qui échappe encore à sa logique. La campagne est en même temps ville, elle est centrale nucléaire et péage d'autoroute, aéroport et lignes hautes tension, parc naturel et zone touristique balnéaire. La ville n'est plus seulement dans la ville ; l'urbain est davantage dans la campagne vide de ses habitant-e-s que dans les centres villes patrimoines muséifiés.

L'idée même d'une nature séparée est urbaine. Avec l'émergence des villes industrielles se développe une conception dissociée, dualiste du monde, où *la nature* en tant que monde du non-humain *séparé* est opposée au monde humain *artificiel* des villes, alors même qu'elle est constituée par lui *en tant que séparée*.

Faire commune en ville

Dans des villes où le passé est muséifié et le présent rendu éternel, où trouver le moindre angle mort au sein des dispositifs de contrôle se révèle être un défi, où chacun tend à être séparé de lui-même autant que des autres, l'expression de notre désir de vivre ne peut être qu'une lutte quotidienne, une transgression radicale de cet état de fait mortifère. L'espace urbain est à la fois production sociale et terrain de la lutte. Le mode de production capitaliste produit un espace qui lui est propre ; une stratégie révolutionnaire devra imaginer une autre spatialité, passant par une réappropriation collective de la ville, c'est-à-dire par une libération de notre vie quotidienne.

Nous défaire de l'emprise quotidienne du capitalisme sur nos vies devient vital. Et cela signifie rompre avec la ville et son idéologie urbanistique, sa planification urbaine et son aménagement totalitaire du territoire. Rompre avec la dynamique mortifère de la production-circulation continue de marchandises et d'êtres humains comme marchandises. Rompre avec la fragmentation et l'atomisation de nos existences, rendant toujours plus aisé le contrôle et l'organisation de celles-ci. Il nous faut nous réapproprier ces espaces dangereusement

aseptisés, lisses et surveillés, briser le cours de la normalité, rompre avec l'évidence, transgresser et expérimenter. Expérimenter de nouvelles formes de vie dans un geste tant poétique que politique. Désirer une ville dont le cœur soit un lieu pour *se retrouver* et non un parking, une ville dont les flux soient faits des dérives et de paroles et non d'automobiles. En occupant des places, en organisant des banquets dans la rue, en se réappropriant du mobilier urbain, en faisant de nos quartiers des foyers d'insurrections ou de fêtes populaires, en refusant de marcher dans les clous, on brise la morne répétition du quotidien, on entame une rupture avec le monde de la marchandise et de sa circulation.

Si les flux ne doivent pas rencontrer d'obstacles, soyons interruption. Opposons des réseaux de liens sociaux denses, serrés, enracinés territorialement, comme autant de blocages permanents des flux quotidiens.

S'inscrire collectivement et de façon offensive dans un même espace-temps en situant nos liens au-delà de l'espace des flux rend au terme *habiter* sa charge politique. Habiter pour cesser de séjourner. Nous briserons du même geste les chaînes de la circulation lorsqu'on se remettra à habiter nos quartiers, nos communes, comme un territoire habitable et non plus circulaire. Cesser de se contenter de dormir, de circuler et de consommer pour enfin appartenir à un milieu de vie, y développer des attaches, s'y créer des repères, y densifier les liens. Squats urbains, appropriations d'espaces publics ou privés, occupations de places, d'usines ou d'universités, ces divers appropriations de lieux font surgir un milieu de vie spécifique, situé, ancré, vécu et défendu pour ce qui s'y vit et s'y invente. Cette mise en jeu de présences donne lieu à une forme de surgissement, de densité matérielle qui crée un brouillage, une coupure dans l'espace-temps fluide du capital. Ce qui oppose *l'habiter pleinement* à l'espace dilué de l'organisation marchande, c'est sa dimension de profondeur ; il n'est pas une simple étendue dont les différents pôles ne sont pôles que parce qu'ils sont dotés de fonctions économiques supérieures.

C'est quand on connaît un lieu à la perfection, que ce soit un quartier ou une vallée, que des complicités s'y développent, que l'on partage un vécu (et parfois une colère) commun-ne avec les autres habitant-e-s, c'est-à-dire quand on commence à prendre réellement prise sur celui-ci, qu'un territoire peut devenir un lieu de lutte. Une lutte de basse intensité, essentiellement, qui se compose de solidarités et d'amitiés, de protestations et de conspirations, de rejets et d'affirmations, dans un mouvement de reconfiguration perpétuelle et dont le soulèvement n'est qu'un moment. Que l'on soit dans la banlieue parisienne ou dans le Val de Suse, dans un bidonville de Buenos Aires ou dans un bocage breton, lutter et créer ne doivent et ne peuvent se conjuguer que dans un même mouvement de refus-création.

Refusons de nous laisser organiser, de nous laisser broyer par cette puissance destructrice qu'est tendanciellement *la ville* : destructrice de liens, destructrice d'espaces, destructrice de vies. Faisons de l'espace urbain tant le foyer de nos colères et de nos luttes que la page blanche sur laquelle laisser enfin libre court à notre puissance créatrice. Appuyons-nous sur

quelques solides amitiés, réunissons-nous partout, par-delà nos différences et réinventons *la vie* dans nos quartiers, dans nos rues ou nos cages d'escalier. Dans le crépuscule de l'ancien monde, celui de la marchandise et de l'argent, de l'État et de la séparation, soyons tous les jours plus nombreux à nous émanciper de l'étroitesse de la vie présente pour faire de nos corps agissant, de nos esprits s'entrechoquant, de nos espoirs grandissant le terreau des multiples mondes que nous voulons faire surgir.

La commune urbaine est une cristallisation de ce souffle collectif de désertion, de lutte et d'auto-organisation d'une vie autre. Elle est en ville mais contre elle, elle est urbaine dans l'optique de l'abolition de l'urbanité capitaliste.

La commune n'est ni un « mouvement » destiné à une mort rapide ou une mortification institutionnalisée, ni un embryon pacifique d'une autre société, ni une phase transitoire, elle est, comme rassemblement auto-organisé au profit d'un nous extensif, développement de relations horizontales non-marchandes, d'une solidarité collective et d'un imaginaire *commun* contre-et-au-delà de l'économie et de l'État, force de blocage généralisé de l'économie. La commune n'est pas un horizon lointain précédé d'une transition sans fin, elle l'est d'emblée ou jamais, elle n'est pas une fin séparée des moyens de l'atteindre. Cependant, elle n'est pas qu'une initiative *locale*, elle doit avec une constellation d'autres communes abolir mondialement un système *totalitaire* en vertu duquel aucune émancipation personnelle ou collective n'est possible tant qu'il n'aura pas succombé d'un blocage *total* de ses flux et d'une révolte généralisée, et surtout d'une réappropriation massive, autonome, non-capitaliste, *communisante* des moyens de production, des ressources, des stocks, des logements et des espaces cultivables. Les *communes* insurgées faites de rapports sociaux auto-organisés, non-capitalistes, horizontaux, destitueront du même coup l'économie et son bras armé politico-étatique, dans un affrontement sur un terrain non-militaire (sous peine d'une répression sanglante). Les formes de luttes actuelles, résistances non-pacifistes aux violences policières, blocages des flux, occupations, etc., deviendraient alors des moments nécessaires d'une émancipation généralisée des *communes*, destituant *ce cauchemar qu'est notre monde*.

Place aux communes !

Comité érotique *révolutionnaire*